

Projet d'arrêté modifiant l'arrêté du 2 septembre 2008 fixant les montants de la prime de service et de sujétion allouée aux officiers de port et officiers de port adjoints.

Fiche d'impact

Le contexte

Le décret n°2008-886 du 2 septembre 2008 a institué au profit des officiers de port et officiers de port adjoints, un régime indemnitaire destiné à remplacer celui versé par les chambres de commerce et d'industrie à ces agents lorsqu'ils exerçaient leurs fonctions dans les ports décentralisés. Ce régime indemnitaire est une prime de service et de sujétion (PSS) qui se compose de deux parts : une part fonctionnelle tenant compte du niveau d'expertise et des responsabilités liées aux fonctions exercées et une part liée à l'activité portuaire tenant compte des sujétions particulières et des contraintes de service liées à l'activité portuaire.

Dans le cadre des mesures catégorielles 2012, la modification des montants de référence de la part liée à l'activité portuaire pour la catégorie 1 a été validée. Cette mesure conduit à modifier l'arrêté du 2 septembre 2008 fixant les montants de la prime de service et de sujétion allouée aux officiers de port et officiers de port adjoints qui liste, dans son article 2, les montants de référence annuels de la part liée à l'activité portuaire.

Conformément à l'article 34 du décret n° 2011-184 du 15 février 2011 relatif aux comités techniques dans les administrations et les établissements publics de l'Etat, le comité technique ministériel doit être consulté sur ce projet d'arrêté.

Objet du texte

Le projet d'arrêté prévoit de modifier, conformément aux mesures catégorielles définies pour 2012 :

- l'article 2 de l'arrêté du 2 septembre 2008 pour modifier les trois montants de référence de la catégorie 1

Conséquences sur l'organisation du ou des services

Cette modification de texte réglementaire n'a pas de conséquences sur l'organisation des services des ministères.

Impact sur les personnels et le dialogue social

- effectifs concernés : 18 agents ;
- budget 2012 : augmentation de la PSS de 30 k€
- calendrier de mise en œuvre : projet de texte présenté en groupe d'échanges le 18 juin 2012, avis du CTM, puis signature au cours de l'été 2012 ;